

§ 6. Pour pouvoir attester, conformément à l'article 194ter, § 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, deuxième tiret, que la réalisation du jeu vidéo original est achevée, la Communauté concernée doit s'assurer qu'une version finale de ce jeu a été réalisée dans l'Espace économique européen.

**Art. 6.** À l'article 227/1 du même Code inséré par la loi du 25 décembre 2016 et modifié par la loi du 25 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1<sup>o</sup> les mots "aux articles 194ter et 194ter/1" sont remplacés par les mots "aux articles 194ter, 194ter/1 et 194ter/3";

1<sup>o</sup> les mots "en application de l'article 194ter ou 194ter/1" sont remplacés par les mots "en application de l'article 194ter, 194ter/1 ou 194ter/3".

**Art. 7.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

L'application de la présente loi est conditionnée;

1<sup>o</sup> à la signature préalable d'un accord de coopération entre les communautés et l'État fédéral en ce qui concerne les œuvres éligibles;

2<sup>o</sup> à la décision prise par la Commission européenne que le régime du tax shelter pour les jeux vidéo visé à l'article 194ter/3 du Code des impôts sur les revenus 1992 ne constitue pas une aide d'État incompatible visée à l'article 107, 1, du Traité de fonctionnement de l'Union européenne.

Les articles 2 à 6 s'appliquent aux conventions-cadres signées à partir du premier jour du mois suivant la publication au *Moniteur belge* d'un avis du ministre des Finances, qui informe de l'accomplissement des deux conditions.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 29 mars 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,  
A. DE CROO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

\_\_\_\_\_  
Note

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be))

Documents : K54-3078.

Compte rendu intégral : 21 mars 2019.

§ 6. Om overeenkomstig artikel 194ter, § 7, eerste lid, 3<sup>o</sup>, tweede streepje, te kunnen bevestigen dat de realisatie van het originele videospel is voltooid, moet de betrokken Gemeenschap zich ervan vergewissen of een finale versie in de Europese Economische Ruimte werd tot stand gebracht.

**Art. 6.** In artikel 227/1 van hetzelfde Wetboek ingevoegd bij de wet van 25 december 2016 en gewijzigd bij de wet van 25 december 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> de woorden "de artikelen 194ter en 194ter/1" worden vervangen door de woorden "de artikelen 194ter, 194ter/1 en 194ter/3";

1<sup>o</sup> de woorden "op grond van artikel 194ter of 194ter/1" worden vervangen door de woorden "op grond van artikel 194ter, 194ter/1 of 194ter/3".

**Art. 7.** Deze wet treedt in werking de dag waarop hij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De toepassing van deze wet is onderworpen:

1<sup>o</sup> aan de voorafgaande ondertekening van een samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeenschappen en de federale Staat met betrekking tot de in aanmerking komende werken;

2<sup>o</sup> aan de beslissing van de Europese Commissie dat het in artikel 194ter/3 van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992 bedoelde taxshelter stelsel voor videospelen geen onverenigbare staatssteun is als bedoeld in artikel 107, 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

De artikelen 2 tot 6 zijn van toepassing op de raamovereenkomsten die zijn ondertekend vanaf de eerste dag van de maand na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van een bericht van de minister van Financiën, dat informeert over de vervulling van beide voorwaarden.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 29 maart 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,  
A. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be))

Stukken : K54-3078.

Integraal verslag : 21 maart 2019.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2019/11563]

3 AVRIL 2019. — Arrêté royal modifiant l'AR/CIR 92 en ce qui concerne les règles et modalités d'introduction de l'attestation visée à l'article 275<sup>5</sup>, § 4, alinéa 7, du Code des impôts sur les revenus 1992

### RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi du 23 mars 2019 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les dispositions fiscales relatives au deal pour l'emploi a introduit une dispense de versement d'une partie du précompte professionnel pour la navigation en système (article 275<sup>5</sup>, § 4, du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92)). Les travailleurs en batellerie qui travaillent suivant le régime de la navigation en système sont considérés comme des travailleurs qui effectuent du travail en équipe pour l'application de l'article 275<sup>5</sup>, CIR 92.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2019/11563]

3 APRIL 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het KB/WIB 92 met betrekking tot de nadere regels en modaliteiten voor het indienen van de in artikel 275<sup>5</sup>, § 4, zevende lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde verklaring

### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 23 maart 2019 tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 voor wat betreft de fiscale bepalingen van de jobsdeal heeft een vrijstelling van doorstorting van een gedeelte van de bedrijfsvoorheffing ingevoerd voor de systeemvaart (artikel 275<sup>5</sup>, § 4, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92)). Werknemers in de binnenscheepvaart die werken volgens het regime van de systeemvaart worden voor de toepassing van artikel 275<sup>5</sup>, WIB 92 beschouwd als werknemers die ploegenarbeid verrichten.

La dispense de versement du précompte professionnel spécifique pour la navigation en système doit être considérée comme une aide d'état octroyée dans les limites du règlement de minimis général (Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, ci-après "le règlement"). Une telle aide ne peut être octroyée que si l'entreprise à qui l'aide est octroyée joint à sa demande d'aide une attestation dans laquelle elle déclare qu'au cours de l'année fiscale actuelle (période imposable) et des deux années fiscales précédentes (périodes imposables) prises ensemble, il ne lui a pas été octroyé plus de 200.000 euros d'aide dans le cadre du règlement de minimis (article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, in fine du règlement et article 275<sup>5</sup>, § 4, alinéa 7, CIR 92).

#### Contenu et modèle de l'attestation

Le présent arrêté délègue tout d'abord la compétence au Ministre des Finances ou à son délégué de fixer le modèle de l'attestation.

A côté entre autres des données nécessaires afin d'identifier l'entreprise concernée et les données relatives à la période de déclaration pour laquelle la dispense de versement est demandée, l'attestation devra mentionner toutes les aides octroyées à l'entreprise concernée au cours de la période fiscale actuelle (période imposable) et des deux périodes fiscales précédentes (périodes imposables) et qui tombent dans le champ d'application du règlement de minimis. Les autres mesures d'aide qui tombent dans le champ d'application du règlement de minimis général sont entre autres l'aide octroyée à la navigation intérieure par la Vlaamse Waterweg dans le cadre des mesures pour le Palletvervoer et Nabehandelingstechnieken, l'aide octroyée par la Région flamande (Vlaio) dans le cadre du portefeuille-PME (aide pour les formations et conseils), l'aide octroyée par la Région wallonne dans le cadre du régime Sesam (engagement de personnel) et des prêts Starteo et Optimeo, l'aide pour la formation externe dispensée par la Région de Bruxelles-Capitale. Il n'y a pas que les aides de minimis octroyées au débiteur du précompte professionnel qui doivent être reprises dans l'attestation, mais, le cas échéant, également les aides de minimis octroyées aux entreprises faisant partie du même groupe que le débiteur du précompte professionnel (voir article 2, alinéa 2, du règlement et l'article 275<sup>5</sup>, § 4, alinéa 4, *in fine*, CIR 92).

Conformément à l'article 3, alinéa 4, du règlement, l'aide de minimis est censée être octroyée au moment où le droit légal de recevoir ces aides est conféré à l'entreprise en vertu du régime juridique en la matière, quelle que soit la date du versement de l'aide de minimis à l'entreprise. Les aides doivent toujours être exprimées comme un montant de la subvention brute, ou, lorsqu'une aide est octroyée sous une forme autre qu'une subvention, en équivalent-subvention brut de l'aide (article 3, alinéa 6, et article 4 du règlement).

La dispense de versement du précompte professionnel ne peut pas être octroyée pour une période de déclaration déterminée lorsque le plafond de minimis serait de ce fait dépassé (article 3, alinéa 7, du règlement). Sauf pour les rectifications, l'aide sous la forme d'une dispense de versement du précompte professionnel est censée être octroyée, pour l'application du règlement, au moment où la deuxième déclaration au précompte professionnel (la déclaration négative au précompte professionnel) et l'attestation de minimis sont introduites à l'administration. Le montant de la dispense de versement du précompte professionnel qui est demandée dans la deuxième déclaration pour une période de déclaration déterminée, devra également être mentionné sur l'attestation relative à cette période. De cette manière, le débiteur du précompte professionnel concerné est obligé de vérifier si le plafond de minimis n'est pas dépassé par la dispense de versement du précompte professionnel demandée.

De specifieke vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing voor de systeemvaart moet worden aangemerkt als staatssteun die wordt verleend binnen de grenzen van de algemene de-minimisverordening (Verordening (EU) Nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, hierna "de verordening"). Dergelijke steun kan enkel worden verleend als de onderneming aan wie de steun wordt verleend, bij haar steunaanvraag een verklaring voegt waarin ze aangeeft dat haar in het lopende belastingjaar (belastbare tijdperk) en de twee voorgaande belastingjaren (belastbare tijdperken) samen niet meer dan 200.000 euro steun werd verleend onder de de-minimisverordening (artikel 6, lid 1, in fine van de verordening en artikel 275<sup>5</sup>, § 4, zevende lid, WIB 92).

#### Inhoud en model van de verklaring

Dit besluit delegeert in de eerste plaats de bevoegdheid aan de Minister van Financiën of aan zijn gedelegeerde om het model van de verklaring vast te leggen.

De verklaring zal, naast onder meer de gegevens die nodig zijn om de betrokken onderneming te identificeren en de gegevens met betrekking tot de aangifteperiode waarvoor de vrijstelling van doorstorting wordt gevraagd, alle steun moeten vermelden die in het lopende belastingjaar (belastbare tijdperk) en de twee voorgaande belastingjaren (belastbare tijdperken) aan de betrokken onderneming werd verleend en onder de toepassing valt van de de-minimisverordening. Andere steunmaatregelen die onder de algemene de-minimisverordening vallen zijn onder meer de steun die aan de binnenscheepvaart wordt verleend door de Vlaamse Waterweg in het kader van de maatregelen voor Palletvervoer en Nabehandelingstechnieken, de steun die wordt verleend door het Vlaamse Gewest (Vlaio) in het kader van de kmo-portefeuille (steun voor opleiding en advies), de steun die wordt verleend door het Waalse Gewest in het kader van de Sesam-regeling (aanwerving van personeel) en de Starteo en Optimeo-leningen, de steun voor externe opleiding die wordt verleend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Niet enkel de de-minimissteun die aan de schuldenaar van de bedrijfsvoorheffing is verleend moet in de verklaring worden opgenomen, maar desgevallend ook de de-minimissteun die is toegekend aan vennootschappen die deel uitmaken van dezelfde groep als de schuldenaar van de bedrijfsvoorheffing (zie artikel 2, lid 2, van de verordening en artikel 275<sup>5</sup>, § 4, vierde lid, *in fine*, WIB 92).

De-minimissteun wordt overeenkomstig artikel 3, lid 4, van de verordening geacht te zijn verleend op het moment waarop de onderneming krachtens de regelgeving ter zake een wettelijke aanspraak op de steun verwerft, ongeacht de datum waarop de de-minimissteun aan de onderneming wordt betaald. Steun moet hierbij steeds als een bruto subsidiebedrag worden uitgedrukt, of, wanneer steun onder een andere vorm dan een subsidie wordt verleend, als bruto-subsidie-equivalent van de steun (artikel 3, lid 6, en artikel 4 van de verordening).

De vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing kan niet worden verleend voor een bepaalde aangifteperiode wanneer het de-minimisplafond daardoor zou worden overschreden (artikel 3, lid 7, van de verordening). De steun onder de vorm van een vrijstelling van doorstorten van bedrijfsvoorheffing wordt, behoudens rechtzettingen, voor de toepassing van de verordening geacht te zijn verleend op het moment dat tweede aangifte in de bedrijfsvoorheffing (de negatieve aangifte in de bedrijfsvoorheffing) en de de-minimisverklaring bij de administratie zijn ingediend. Het bedrag van de vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing die voor een welbepaalde aangifteperiode wordt aangevraagd in de tweede aangifte, zal ook op de verklaring met betrekking tot die periode moeten worden vermeld. Op die manier wordt de betrokken schuldenaar van de bedrijfsvoorheffing verplicht om na te gaan of door de aangevraagde vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing het de-minimisplafond niet wordt overschreden.

*Introduction de l'attestation*

L'article 275<sup>5</sup>, § 4, alinéa 7, CIR 92 dispose que l'attestation doit être introduite avec la déclaration au précompte professionnel.

Actuellement, il n'est toutefois pas possible d'ajouter des annexes à la déclaration au précompte professionnel dans le système FINPROF. Etant donné le nombre limité de débiteurs du précompte professionnel qui entrent en considération pour la mesure, il n'a pas semblé indiqué de développer une telle application. C'est pourquoi il est proposé d'envoyer par mail au SPF Finances une version scannée de l'attestation complétée, datée et signée, plus précisément à l'adresse mail mentionnée sur le modèle. Afin de faciliter le traitement de ces mails, il devra être mentionné dans l'objet du mail "attestation navigation en système" suivi du numéro d'entreprise du débiteur du précompte professionnel.

Afin de respecter la condition selon laquelle l'attestation doit être introduite avec la déclaration au précompte professionnel, l'attestation doit être transmise à l'administration dans un délai limité après l'introduction de la deuxième déclaration au précompte professionnel. Ce délai limité est fixé au plus tard au deuxième jour ouvrable après l'introduction de la deuxième déclaration au précompte professionnel dans laquelle l'application de la dispense de précompte professionnel est demandée. Pour une déclaration au précompte professionnel introduite le vendredi 12 juillet 2019, l'attestation devra donc parvenir par mail à l'administration le mardi 16 juillet 2019.

La dispense de versement du précompte professionnel pour la navigation en système demandée dans la deuxième déclaration au précompte professionnel ne peut pas être octroyée si l'attestation n'est pas transmise à temps à l'administration.

*Entrée en vigueur*

La dispense de versement du précompte professionnel pour la navigation en système est en principe applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Etant donné que les règles relatives à l'attestation ne peuvent en principe pas être introduites avec effet rétroactif, le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Cela n'empêche pas les débiteurs du précompte professionnel de tout de même pouvoir demander la dispense de versement du précompte professionnel par le biais de déclarations correctives pour les rémunérations qu'ils ont payées ou attribuées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté en 2019 et pour lesquelles ils ont déjà versé le précompte professionnel au Trésor. L'attestation devra être transmise par mail à l'administration au plus tard le deuxième jour ouvrable après l'introduction des déclarations correctives.

Le présent arrêté n'a pas d'impact budgétaire en plus de celui de la loi. Il n'a aucune influence directe ou indirecte sur les recettes, et étant donné qu'aucune nouvelle application ne doit être développée pour l'introduction de la déclaration, il ne fait pas non plus naître de nouvelles dépenses.

Telle est, Sire, la portée de l'arrêté qui Vous est soumis.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,  
A. DE CROO

**3 AVRIL 2019. — Arrêté royal modifiant l'AR/CIR 92 en ce qui concerne les règles et modalités d'introduction de l'attestation visée à l'article 275<sup>5</sup>, § 4, alinéa 7, du Code des impôts sur les revenus 1992 (1)**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, l'article 275<sup>5</sup>, § 6, inséré par la loi du 23 mars 2019 ;

Vu l'AR/CIR 92 ;

Considérant l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 mars 2019, dans lequel il est constaté que le présent arrêté n'a pas d'impact budgétaire ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1 ;

Vu l'urgence,

Considérant que :

*Indienen van de verklaring*

Artikel 275<sup>5</sup>, § 4, zevende lid, WIB 92 bepaalt dat de verklaring samen met de aangifte in de bedrijfsvoorheffing moet worden ingediend.

Het is momenteel echter niet mogelijk om binnen het FINPROF-systeem bijlagen te voegen bij de aangifte in de bedrijfsvoorheffing. Gelet op het beperkte aantal schuldenaars van de bedrijfsvoorheffing dat voor de maatregel in aanmerking komt, lijkt het ook niet aangewezen om een dergelijke applicatie te ontwikkelen. Daarom wordt voorgesteld om een ingescande versie van de ingevulde, gedagtekende en ondertekende verklaring per mail naar de FOD Financiën te sturen, meer bepaald naar het e-mailadres dat op het model wordt vermeld. Om de verwerking van deze mails te vergemakkelijken, zal als onderwerp van de mail "verklaring systeemvaart" gevolgd door het ondernemingsnummer van de schuldenaar van de bedrijfsvoorheffing moeten worden vermeld.

Om de voorwaarde dat de verklaring samen met de aangifte in de bedrijfsvoorheffing moet worden ingediend te respecteren, moet de verklaring binnen een beperkte termijn na het indienen van de tweede aangifte in de bedrijfsvoorheffing aan de administratie worden toegezonden. Die beperkte termijn wordt vastgelegd op uiterlijk de tweede werkdag na het indienen van de tweede aangifte in de bedrijfsvoorheffing waarin de toepassing van de vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing wordt aangevraagd. Voor een aangifte in de bedrijfsvoorheffing die wordt ingediend op vrijdag 12 juli 2019, zal de verklaring dus uiterlijk op dinsdag 16 juli 2019 per e-mail bij de administratie moeten toekomen.

De in de tweede aangifte in de bedrijfsvoorheffing aangevraagde vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing voor de systeemvaart kan niet worden verleend wanneer de verklaring niet tijdig aan de administratie wordt overgemaakt.

*Inwerkingtreding*

De vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing voor de systeemvaart is in beginsel van toepassing op de bezoldigingen die worden betaald of toegekend vanaf 1 januari 2019. Vermits de regels met betrekking tot de verklaring in beginsel niet met terugwerkende kracht kunnen worden ingevoerd, treedt dit besluit in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Dit belet niet dat de schuldenaars van de bedrijfsvoorheffing alsnog via corrigerende aangiften de vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing voor de systeemvaart kunnen aanvragen voor de bezoldigingen die ze voor de inwerkingtreding van dit besluit in 2019 hebben betaald of toegekend en waarvoor de bedrijfsvoorheffing reeds aan de Schatkist hebben doorgestort. De verklaring zal uiterlijk de tweede werkdag na het indienen van de corrigerende aangiften per e-mail aan de administratie moeten worden toegezonden.

Dit besluit heeft geen budgettaire impact bovenop die van de wet. Het heeft geen rechtstreeks of onrechtstreekse invloed op de ontvangsten en vermits er geen nieuwe applicatie moet worden ontwikkeld voor het indienen van de verklaring, doet het ook geen nieuwe uitgaven ontstaan.

Dit is, Sire, de draagwijdte van het besluit dat U wordt voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,  
A. DE CROO

**3 APRIL 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het KB/WIB 92 met betrekking tot de nadere regels en modaliteiten voor het indienen van de in artikel 275<sup>5</sup>, § 4, zevende lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde verklaring (1)**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 275<sup>5</sup>, § 6, ingevoegd bij de wet van 23 maart 2019;

Gelet op het KB/WIB 92;

Overwegende het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 maart 2019, waarin is vastgesteld dat dit besluit geen budgettaire impact heeft;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende dat:

- la loi du 23 mars 2019 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les dispositions fiscales relatives au deal pour l'emploi a introduit une dispense de versement d'une partie du précompte professionnel pour la navigation en système ;

- cette dispense de verser le précompte professionnel est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;

- cette dispense de versement du précompte professionnel peut uniquement être appliquée lorsque le débiteur du précompte professionnel introduit en même temps que sa demande de dispense de versement du précompte professionnel une attestation relative au respect des plafonds d'aide du règlement général de minimis (Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis) ;

- les règles et modalités relatives à cette attestation doivent donc être fixées en urgence afin de laisser profiter les entreprises concernées le plus rapidement possible de la mesure ;

- que le présent arrêté doit donc être pris le plus rapidement possible ;

Sur la proposition du Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au chapitre II, section IIbis, de l'AR/CIR 92, il est inséré un article 95<sup>4/1</sup>, rédigé comme suit :

"Art. 95<sup>4/1</sup>. § 1<sup>er</sup>. Le modèle de l'attestation visée à l'article 275<sup>5</sup>, § 4, alinéa 7, du Code des impôts sur les revenus 1992, est fixé par le Ministre des Finances ou son délégué.

§ 2. Le débiteur du précompte professionnel qui demande l'application de la dispense de versement du précompte professionnel visée à l'article 275<sup>5</sup>, § 4, du Code des impôts sur les revenus 1992, envoie, au plus tard le deuxième jour ouvrable qui suit le jour où la deuxième déclaration visée à l'article 95<sup>2</sup>, § 3, a été introduite, une version scannée de l'attestation visée au paragraphe 1<sup>er</sup> dûment complétée, datée et signée, par mail à l'adresse mail mentionnée sur le modèle visé au paragraphe 1<sup>er</sup>. Il mentionne dans l'objet de son mail "attestation navigation en système" suivi de son numéro d'entreprise.

L'administration confirme au débiteur la réception de l'attestation au moyen d'un accusé de réception."

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 avril 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,  
A. DE CROO

—  
Note

(1) Références au *Moniteur belge*:

Loi du 23 mars 2019 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les dispositions fiscales relatives au deal pour l'emploi, *Moniteur belge* du 5 avril 2019.

Lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

- de wet van 23 maart 2019 tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 voor wat betreft de fiscale bepalingen van de jobsdeal een vrijstelling van doorstorting van een gedeelte van de bedrijfsvoorheffing invoert voor de systeemvaart;

- deze vrijstelling van doorstorten van bedrijfsvoorheffing van toepassing is op de bezoldigingen die vanaf 1 januari 2019 worden betaald of toegekend;

- deze vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing enkel kan worden toegepast wanneer de schuldenaar van de bedrijfsvoorheffing samen met zijn aanvraag voor de vrijstelling van doorstorten van bedrijfsvoorheffing een verklaring indient met betrekking tot het respecteren van de steunplafonds van de algemene de minimis-verordening (Verordening (EU) Nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun);

- de nadere regels en modaliteiten met betrekking tot die verklaring dus dringend moeten worden vastgelegd om de betrokken bedrijven zo snel mogelijk van de maatregel te laten genieten;

- dit besluit dus zo snel mogelijk moet worden genomen;

Op de voordracht van de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In hoofdstuk II, afdeling IIbis, van het KB/WIB 92 wordt een artikel 95<sup>4/1</sup> ingevoegd, luidende:

"Art. 95<sup>4/1</sup>. § 1. Het model van de in artikel 275<sup>5</sup>, § 4, zevende lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde verklaring wordt vastgelegd door de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde.

§ 2. De schuldenaar van de bedrijfsvoorheffing die de toepassing vraagt van de in artikel 275<sup>5</sup>, § 4, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde vrijstelling van doorstorten van bedrijfsvoorheffing, stuurt uiterlijk op de tweede werkdag na de dag waarop de in artikel 95<sup>2</sup>, § 3, bedoelde tweede aangifte werd ingediend, een ingescande versie van de in paragraaf 1 bedoelde verklaring, die naar behoren werd ingevuld, gedagtekend en ondertekend, per e-mail naar het e-mailadres dat wordt vermeld op het in paragraaf 1 bedoelde model. Hij vermeldt in het onderwerp van de e-mail "verklaring systeemvaart" gevolgd door zijn ondernemingsnummer.

De administratie bevestigt aan de schuldenaar de ontvangst van de verklaring door middel van de uitreiking van een ontvangstbewijs."

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 april 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,  
A. DE CROO

—  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*:

Wet van 23 maart 2019 tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 voor wat betreft de fiscale bepalingen van de jobsdeal, *Belgisch Staatsblad* van 5 april 2019.

Wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.